



Évaluation de l'impact du commerce sur le développement durable à l'appui des négociations sur l'Accord sur le Commerce des Services (TISA)

Résumé

Préparé par:
Juillet 2017



Les opinions contenues dans le rapport n'engagent que l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de la Commission.



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction Générale du Commerce
Direction B — Les services and les investissements, la propriété intellectuelle et les marchés publics
Service B.1. — Services

Contact: Christophe Kiener

E-mail: christophe.kiener@ec.europa.eu

*Commission Européenne
B-1049 Bruxelles*

Union Europe Direct est un service qui vous aide à trouver des réponses à vos questions sur l'Union européenne.

Numéro sans frais (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(* Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certains fournisseurs, téléphones publics ou hôtels qui peuvent charger).

MENTION LÉGALE

Ce document a été préparé pour la Commission européenne; néanmoins, il reflète uniquement l'avis des auteurs et la Commission ne saurait être tenue responsable de toute utilisation qui serait faite des informations qu'il contient.

Plus d'information sur l'Union Européenne est disponible sur l'Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: L'Office des publications de l'Union Européenne, 2017

ISBN: 978-92-79-68870-6

doi: 10.2781/999938

© Union Européenne, 2017

Reproduction est autorisée si l'original est reconnu.

Ce document a été préparé pour la Commission européenne; néanmoins, il reflète uniquement l'avis des auteurs et la Commission ne saurait être tenue responsable de toute utilisation qui serait faite des informations qu'il contient.

Résumé

L'UE et 22 autres membres de l'OMC sont actuellement en train de négocier l'Accord sur le Commerce des Services (ACS ou TiSA). Les négociations ont commencé en mars 2013 et, d'ici juin 2017, 21 cycles de négociations avaient eu lieu.¹ Les négociations couvrent un large éventail de sujets liés à l'accès au marché et aux disciplines nouvelles ou améliorées pertinentes au commerce des services - notamment dans les domaines tels que la réglementation nationale (y compris la transparence); le transport maritime; le commerce électronique; les télécommunications; les services postaux et les services de messageries; les services financiers; les services professionnels; le mouvement temporaire des personnes physiques; les marchés publics de services; les subventions à l'exportation; et les entreprises publiques.

Conformément aux termes de référence, l'EIDD vise à "évaluer la manière dont les dispositions commerciales en cours de négociation pourraient affecter les domaines économiques, sociaux, environnementaux, et des droits de l'homme dans l'UE, dans les autres participants de TiSA, et sur un certain nombre de pays tiers, y compris les pays en développement et les pays les moins avancés. En outre, il convient de souligner les éléments qui pourraient être considérés par la Commission au cours des négociations afin de maximiser les avantages globaux de l'accord, et de prévenir ou de minimiser les impacts négatifs potentiels".

Ce rapport final présente les résultats de 1) l'analyse globale (macro-niveau) de l'impact économique, social, des droits de l'homme et environnemental attendu de TiSA, 2) les études de cas sociales et environnementales, 3) les analyses sectorielles, et 4) les conclusions et les recommandations.

L'approche et le cadre conceptuel

Notre approche se fonde sur les deux composantes méthodologiques d'une EIDD décrites dans les termes de référence et le manuel de l'EIDD: 1) les évaluations économiques, environnementales et sociales en tant que telles, en appliquant les analyses quantitatives et qualitatives; et 2) les consultations des parties prenantes. Les méthodes appliquées comprennent les exercices de dépistage et de cadrage, l'analyse de l'expérience, l'analyse de la gravité, la modèle d'équilibre général calculable (EGC), les analyses sociales quantitatives et qualitatives supplémentaires (y compris les droits de l'homme), et les analyses environnementales.

Les consultations

L'objectif des consultations est de recevoir les commentaires pertinents des entreprises, des administrations nationales, et de la société civile, y compris les partenaires sociaux. Il vise également à garantir une meilleure compréhension du processus de l'EIDD parmi la société civile, et à diffuser des méthodes de recherche, des processus, et des résultats.

Le principal outil de consultation utilisé pour informer les parties prenantes de l'étude et de son progrès est le site web de l'EIDD (<http://www.trade-sia.com/tisa/>). Le site web contient des informations sur l'approche de l'étude, l'équipe d'étude, le calendrier, et les réunions futures, mais aussi des mises à jour sur les négociations TiSA (par exemple, lien vers le rapport de synthèse des négociations). Tous les rapports d'études, les présentations, et les bulletins électroniques sont publiés sur le site. D'autres outils utilisés pour informer les parties prenantes sont les suivants:

¹ Les parties ont raté le délai du 31/12/2016 pour finaliser les négociations et un nouveau délai n'a pas été résolu.

- Les bulletin électroniques ;
- Facebook (<https://www.facebook.com/Ecorys.TSIA.TISA/>);
- Twitter (@EcorysTrade) ;
- LinkedIn (TSIA TISA).

Dans le même temps, les parties prenantes pourraient fournir des commentaires sur l'étude ou partager leurs contributions via plusieurs outils:

- Adresse e-mail: tsiatisa@ecorys.com;
- Enquête auprès des parties prenantes (maintenant fermée);
- Dialogue de la société civile sur les projets de rapport

L'équipe d'étude a également mené des entretiens avec des experts et / ou des parties prenantes afin d'obtenir des contributions spécifiques.

La définition des expériences

Sur la base des contributions de la Commission Européenne, les négociations sont probable de contraindre le niveau de libéralisation existant et de l'inclure un cadre réglementaire global amélioré pour le commerce des services. Peut-être que les parties pourraient accepter une amélioration de l'accès au marché, mais il est difficile de prévoir à ce stade et susceptible d'être limité; par conséquent, cela n'a pas été inclus dans les expériences. En ce qui concerne l'amélioration des cadres réglementaires, à moins que ceux-ci ne se rapportent explicitement à la discrimination dans l'accès au marché, ces changements de politique ne sont pas pris en compte dans les expériences de modélisation, où nous avons mis l'accent sur la modélisation des contraignantes des conditions d'accès au marché sous TiSA.

Les effets potentiels d'un cadre réglementaire amélioré dans d'autres domaines (par exemple, la réduction du fardeau administratif pour les entreprises en raison de la transparence accrue) sont brièvement abordés dans ce rapport mais ne sont pas quantifiés. Les éléments pertinents sont analysés plus en détail dans les analyses sectorielles approfondies.

Notre étude repose sur l'hypothèse selon laquelle contraindre le niveau de libéralisation existant est le résultat principal de la TiSA. Ceci est considéré comme essentiel car il existe des différences substantielles entre les engagements pris dans l'AGCS par rapport à la politique actuelle, un écart appelé " excédent de consolidation".

Une réduction supplémentaire de l'excédent de consolidation implique un changement dans la certitude liée au niveau d'accès au marché existant. Le principal défi de cette étude est donc de mesurer les effets liés à la réduction de l'incertitude des politiques.

Un autre problème pour évaluer les impacts ex ante liés aux négociations est que la participation n'est pas fixe, bien qu'elle ait été stable d'ici la fin de 2016.

Sur la base de ce qui précède, deux expériences pour l'analyse ont été identifiées. Le premier scénario (expérience A) implique de contraindre l'accès actuel aux marchés dans tous les participants actuels de TiSA. Le seconde scénario (expérience B) implique une expansion de TiSA pour couvrir plus de pays asiatiques: la Chine, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam. Les résultats sont présentés pour l'année 2025. Les détails complets sur les expériences sont disponibles dans l'Annexe A.

L'effet économique attend de TiSA

Comme la première étape de l'analyse économique, nous avons effectué une analyse par gravité pour estimer économétriquement les coûts commerciaux liés à l'insécurité politique actuelle liée à l'excédent de consolidation. En moyenne (pour les secteurs et les pays), les résultats de l'analyse sont que les exportateurs devraient répondre à un accès plus sûr aux marchés, comme si les coûts du commerce avaient diminué de 3,4% en moyenne pour les marchés de destination des participants de l'OCDE, et de 5,8% pour les marchés de destination pays à revenu faible ou intermédiaire (pour d'autres explications, voir la section 2.1).

Par la suite, nous avons cherché à évaluer l'impact de TiSA (voir les deux expériences ci-dessus) avec l'utilisation d'un modèle EGC. Le modèle EGC ne prend en compte que l'effet incrémental de TiSA, laissant les autres développements et les politiques comme étant fixes (c'est-à-dire par rapport à la ligne de base). Tous les ALE existants et les accords de libre-échange qui ont été récemment conclus sont inclus dans le scénario de référence, ce qui signifie que nous assumons à la fois avec et sans TiSA que ces accords ont été mis en œuvre.²

Il convient de noter que le commerce des services n'est pas aussi simple à mesurer que le commerce des marchandises. Par conséquent, en raison des limitations de données, la partie quantitative de cette EIDD n'inclut pas la modélisation directe et l'estimation du commerce des services par le mode 3 (la présence commerciale) et le mode 4 (mouvement des personnes physiques), qui sont des modes d'approvisionnement très importants. Néanmoins, nous utilisons l'indice de restriction du commerce des services, qui comprend les modes 3 et 4 pour les estimations de la gravité. Les régressions associent donc les restrictions globales (dans tous les modes) au commerce transfrontalier. Compte tenu de ces limites, notre analyse n'est pas en mesure de capturer pleinement les impacts de TiSA, mais fournit une meilleure estimation. Dans l'analyse sectorielle supplémentaire, nous complétons les résultats quantitatifs avec une analyse qualitative à la lumière de ces limites, ce qui donnera une vue plus complète des impacts potentiels pour certains secteurs sélectionnés (voir ci-dessous).

Les effets macroéconomique sur l'UE

TiSA aura un impact positif sur l'économie de l'UE, bien que les effets macroéconomiques soient modestes dans les deux expériences. Le revenu réel national de l'UE devrait augmenter de 0,1% dans les deux expériences A et B. En termes de valeur, il s'agit d'une augmentation de 8,665 et 11,461 millions d'euros respectivement. Ainsi, alors que, en pourcentage, il n'y a pas de différence significative entre les deux expériences, l'augmentation du revenu national réel est légèrement plus grande dans l'expérience B. Ceci est dû au nombre plus important de participants dans TiSA qui réduiront leur excédent de consolidation.

Les revenus et les salaires du ménage affichent des augmentations similaires, ce qui est vrai pour tous les groupes de compétences (moins qualifiés, moyens qualifiés, et plus qualifiés) et dans les deux expériences.³

Les effets les plus importants sont attendus sur les flux commerciaux, bien que ces changements soient relativement faibles, avec une augmentation prévue des exportations

² La ligne de base comprend également le partenariat transpacifique. Alors que l'exercice de modélisation CGE a eu lieu avant l'ordonnance du président Trump selon lequel les États-Unis se retireraient du TPP, le scénario de référence comprend le partenariat transpacifique avec les États-Unis en tant que membre à part entière de l'accord.

³ En expérience A, les salaires pour les travailleurs peu qualifiés augmentent de 0,11%, contre 0,092% pour les travailleurs de moyen niveau et de 0,09% pour les travailleurs hautement qualifiés.

totales de l'UE et des importations de l'UE d'environ 0,2% dans l'expérience A et une augmentation de 0,3% cent dans l'expérience B.

Les effets macroéconomiques sur d'autres pays

On s'attend également à ce que les autres participants de TiSA subissent une augmentation du revenu national réel, bien que les gains soient relativement faibles, et il y a une certaine variation entre les pays. Les gains attendus dans le revenu national réel varient d'une augmentation très marginale (moins de 0,1%) pour dix des participants de TiSA dans les deux expériences à 1,2% pour Hong Kong dans l'expérience A et 1,4% dans l'expérience B. Le Maurice est le seul autre pays pour lequel les revenus national réel devraient augmenter de plus de 0,2%, avec une augmentation de 0,5% dans l'expérience A, et de 0,6% dans l'expérience B. Une augmentation plus élevée du revenu national réel est associée à une part d'exportation de services plus élevée dans le PIB. Les changements dans le revenu du ménage et les salaires réels montrent des modèles similaires (voir la section 2.3). La Thaïlande, si elle rejoint TiSA (comme supposé dans l'expérience B), est le seul pays qui devrait connaître une très faible perte de revenu national réel (-0,1%). Cet effet est principalement attribuable à la contraction (-2,8%) dans le secteur du commerce et de la distribution, un secteur dans lequel la Thaïlande possède le plus haut excédent de consolidation mais qui est un secteur relativement important pour l'économie thaïlandaise.

Les exportations et importations totales de la plupart des pays ne devraient augmenter que de moins de 0,5%. Les pays qui devraient voir les bénéfices les plus élevés en termes d'augmentation du revenu national réel sont également les pays qui sont estimés avoir la plus forte augmentation de leurs flux commerciaux. En outre, plusieurs pays avec des excédents de consolidation relativement élevés devraient échanger de plus. Les hausses les plus élevées des flux commerciaux sont prévues pour Hong Kong (augmentation de 1,3% des exportations et de 1,9% dans l'expérience A) et de Maurice (augmentation de 2,6% pour les exportations et d'environ 1,4% pour les importations dans l'expérience A).

Pour les pays qui ne participent pas aux négociations de TiSA, nous ne trouvons aucun impact significatif de TiSA. Dans l'expérience A, pour tous les pays, les effets estimés sur le revenu national réel sont proches de zéro (moins de 0,1%). C'est également le cas pour les pays les moins avancés et des pays voisins de l'UE. Dans l'expérience B, le Cambodge devrait connaître une faible augmentation du revenu, car dans cette expérience, plus de pays asiatiques rejoignent TiSA et le Cambodge a de solides liens économiques avec ces pays.

Les effets sectoriels dan l'UE

Au niveau sectoriel, ⁴ TiSA devrait avoir un impact faible mais positif dans la plupart des secteurs. La plupart des secteurs de services devraient élargir leur production, mais les changements sont très faibles, car seulement pour deux secteurs, l'augmentation prévue de la production est de 0,1% ou plus dans l'expérience A: les services financiers (0,1%) et les services d'assurance (0,2%). En outre, le secteur des véhicules automobiles devrait se développer (0,1%), en raison d'effets indirects. Dans l'expérience B, un peu plus de secteurs augmentent leur production de 0,1% ou plus, en plus des secteurs de l'expérience A: le service de distribution, les services de communication, les services publics, et les produits transformés. Les changements prévus dans l'emploi sectoriel suivent un modèle similaire.

Ces gains découlent en partie des engagements dans le secteur et en partie de la demande accrue d'autres secteurs. Comme indiqué dans l'étude approfondie du secteur des services financiers et des assurances, par exemple, un peu plus de la moitié de l'augmentation de la production des services d'assurance est due à des engagements supplémentaires dans le secteur de TiSA, tandis que l'autre moitié est attribuable à la demande accrue d'autres

⁴ Pour un aperçu et une définition des secteurs de services (selon les tableaux de correspondance), nous nous référons à l'annexe A.

secteurs, surtout du secteur financier. Comme indiqué précédemment, il faut garder à l'esprit que l'impact de TiSA sur les IDE n'est pas pleinement pris en compte dans le modèle (uniquement dans la mesure où cela a un impact sur le commerce transfrontalier), alors qu'il s'agit du mode d'approvisionnement dominant pour les services financiers et l'assurance. Les résultats sont donc susceptibles d'être sous-estimés.

Le transport maritime est le seul secteur qui devrait se contracter de plus de 0,1%, bien que la diminution attendue de la production soit encore faible, avec 0,3% dans l'expérience A et 0,5% dans l'expérience B.

Ce résultat est surprenant, étant donné que L'UE est un acteur très important dans ce secteur. Dans l'analyse approfondie du secteur, il a été expliqué que c'est le secteur dans lequel l'UE s'est engagée à réduire le montant le plus élevé dans le excédent de consolidation, ce qui impliquera que ce secteur connaîtra la plus forte réduction de l'incertitude politique. La concurrence étrangère devrait donc augmenter. Bien que le secteur de transport maritime de l'UE bénéficie également d'un accès plus sûr aux marchés, cela ne permet pas de compenser les effets d'une concurrence accrue. L'analyse approfondie a également montré que ce secteur est un secteur très mondial, et beaucoup de grandes entreprises ont des bureaux partout dans le monde. Les gains que les entreprises de l'UE atteignent dans leurs bureaux à l'étranger ne sont pas pris en compte dans les effets pour l'UE par le modèle, mais dans le pays où se trouve le bureau. Des calculs supplémentaires montrent que, en se concentrant uniquement sur les volumes d'expédition des entreprises de l'UE, indépendamment de leur signalisation, nous voyons que TiSA est susceptible d'apporter de petits gains en termes d'augmentation du volume d'expédition.

Les effets sur les PME

Il est bien connu que les PME en général ont des difficultés à accéder à la bonne information (et à la conformité) à la réglementation et aux procédures pertinentes quand exporter. Les PME sont donc susceptibles de bénéficier de TiSA, en particulier dans la mesure où cela accroîtra la transparence et conduira à la contrainte des politiques. En outre, ils pourraient bénéficier indirectement, si la demande pour leurs produits ou services augmente à la suite de TiSA.

Les effets social attendu de TiSA

Conformément aux effets économiques, les effets sociaux de TiSA pour l'UE sont estimés limités.⁵

TiSA n'est pas prévu d'inclure des dispositions sociales spécifiques ou un chapitre sur le commerce et le développement durable comme dans d'autres accords commerciaux de l'UE. En tant que tel, TiSA ne devrait pas promouvoir directement l'agenda du travail décent.

Des inquiétudes ont été soulevées sur l'effet de TiSA sur les services publics, il convient de noter que TiSA ne devrait pas modifier les obligations de l'UE en matière de services publics par rapport à l'AGCS et aux autres ALE de l'UE. En outre, l'effet de TiSA sur le droit de réglementer a soulevé des inquiétudes parmi les parties prenantes, mais ce droit sera intégré dans l'accord, ce qui le rendra juridiquement contraignant.

⁵ Tous les chiffres dans le reste de ce résumé sont basés sur l'expérience A, mais les différences avec l'expérience B sont limitées

L'impact social de TiSA est donc principalement indirect, découlant de l'évolution des indicateurs économiques (les changements dans les salaires, dans les emplois sectoriels, dans les prix, etc.). Sur la base des résultats du CGE, TiSA est susceptible d'avoir un impact positif sur la consommation réelle des ménages et les salaires réels dans l'UE (augmentation de 0,1% pour les trois groupes de compétences (moins qualifiés, moyens qualifiés, et plus qualifiés)). La redistribution du travail (la part de la main-d'œuvre qui pourrait se déplacer vers d'autres secteurs, car les modèles de production changent en raison de l'accord) est très proche de 0 pour toutes les catégories de compétences. De plus, aucun changement significatif des prix à la consommation est prévu.

D'autres participants de TiSA pourraient également avoir des effets positifs mais très faibles de TiSA dans les indicateurs sociaux, bien que certains soient susceptibles de bénéficier plus que d'autres, reflétant en grande partie les effets économiques décrits ci-dessus (par exemple, Hong Kong et Maurice connaissent une augmentation relativement plus élevée des salaires que les autres Participants TiSA).

En ce qui concerne les effets sur les consommateurs, il est prévu que TiSA inclura certaines dispositions explicites qui pourraient aboutir à des implications limitées mais positives pour les consommateurs. De telles dispositions peuvent, par exemple, prendre les exclusions pour permettre des mesures liées à la protection des consommateurs et aux droits des consommateurs.

Les effets sur les droit de l'homme

En ce qui concerne le droit à la santé, le droit à l'accès aux soins de santé, et le droit à l'éducation, l'UE a clairement indiqué qu'elle s'engageait à protéger les services publics à tous les niveaux de gouvernement, y compris le niveau local - ce qui inclut des questions spécifiques concernant la réglementation et la privatisation. Comme indiqué ci-dessus, l'UE a confirmé que TiSA ne produirait aucune modification des obligations de l'UE relatives aux services publics. Les organisations de la société civile ont exprimé leurs inquiétudes quant à savoir si des engagements contraignants rendront difficile de ramener les services dans la sphère publique lorsqu'ils ont été privatisés. Par exemple, par un nouveau gouvernement, mais cela serait effectivement possible dans le cadre de la réserve "services publics" inclus dans la liste d'engagements de l'UE (voir la section 3.4.4). D'autres éléments de l'accord, comme les possibilités accrues de mouvement temporaire des personnes physiques (mode 4) peuvent contribuer positivement aux droits de l'homme. D'un point de vue quantitatif, les résultats de la modélisation montrent que TiSA devrait conduire à une croissance économique, ce qui augmentera les recettes fiscales et pourrait ainsi augmenter les dépenses publiques en matière de santé, d'éducation et d'autres services publics. Cependant, il s'agit évidemment d'une politique nationale ou locale et de tels changements sont impossibles à prévoir à ce stade.

Les changements positifs des revenus et des salaires contribuent au droit à un niveau de vie suffisant. L'augmentation prévue des salaires souligne également une augmentation de la demande de main-d'œuvre et pourrait en réalité conduire à des niveaux d'emploi plus élevés et donc contribuer au droit au travail. Bien que les effets d'ajustement globaux soient faibles (par exemple les travailleurs qui doivent passer d'un secteur à l'autre), ils devront peut-être être abordés pour certains groupes spécifiques (par exemple pour les travailleurs dans des secteurs en régression qui ne peuvent pas facilement se déplacer vers des secteurs en croissance). L'effet global sur les droits du travail n'est pas clair, car il existe à la fois des forces positives (développement économique accru qui permet de meilleures conditions de travail) et des forces négatives (concurrence accrue qui peut exercer une pression sur les normes) en jeu.

Bien que l'UE n'ait pas pris une position formelle sur la question des flux de données dans les négociations de TiSA, la CE a indiqué qu'elle chercherait à utiliser les accords commerciaux "pour établir des règles pour le commerce électronique et les flux de données transfrontaliers et s'attaquer à de nouvelles formes de données numériques protectionnisme, en pleine conformité et sans préjudice des règles de protection des données et de confidentialité des données de l'UE". Cet objectif a été approuvé par le Conseil européen (conclusions du Conseil du 27 novembre 2015) et dans la résolution du

Parlement européen sur TiSA. Sur cette base, le droit de protection des données personnelles ne devrait pas avoir un impact négatif.⁶

Les effets environnemental attendu de TiSA

L'impact de TiSA sur l'environnement devrait être faible et indirect, principalement en raison de l'évolution des indicateurs économiques. Sur la base des résultats du EGC et de l'estimation de l'impact des émissions, TiSA devrait entraîner une augmentation négligeable des émissions de polluants atmosphériques (inférieure à 0,1%). Une distinction est faite entre les effets de composition et d'échelle et, pour tous les polluants, les effets d'échelle compensent l'effet de composition positif (c'est-à-dire que la redistribution sectorielle résultant de l'accord contribue à une réduction de la pollution atmosphérique, mais les effets négatifs de l'activité économique accrue sont plus importants).

Étant donné les grandes valeurs d'émission de base pour certains secteurs, même de faibles variations en pourcentage pourraient encore conduire à des effets relativement plus importants sur l'émission de polluants atmosphériques. Les résultats du EGC pour l'UE montrent que les émissions de CO2 devraient augmenter dans l'expérience A de 0,6 million de tonnes métriques (MT) en raison des changements prévus dans la composition sectorielle et l'expansion de l'économie, tandis que dans l'expérience B, une baisse de 0,1 million de MT est attendue. L'intensité des ressources naturelles ne devrait pas changer dans l'UE (un effet inférieur à 0,1%). Pour aucun des pays, la variation attendue de l'intensité des ressources naturelles est supérieure à 0,3%.

En ce qui concerne les services environnementaux, certaines parties prenantes s'inquiètent de la façon dont TiSA peut affecter les secteurs semi-publics comme la gestion des déchets. Notamment, l'augmentation possible de la participation du secteur privé dans ces secteurs, ce qui a entraîné une augmentation du pouvoir de négociation de l'intérêt économique privé et une éventuelle perte de contrôle gouvernemental, a été soulevée comme préoccupation de certains groupes de la société civile. Cependant, dans son offre pour TiSA, l'UE se réserve le droit d'organiser des monopoles et d'accorder des droits exclusifs dans presque tous les secteurs, y compris les services environnementaux. En plus de cela, les gouvernements garderont toujours la capacité de réglementer les services publics pourvu qu'ils ne discriminent pas les opérateurs nationaux et étrangers.

Du côté positif, TiSA peut aider à accélérer la diffusion et l'adoption des services environnementaux (et indirectement des biens environnementaux), selon la mesure dans laquelle les engagements sont pris. Les études de cas sur la gestion des déchets solides et les eaux usées ont également mis en évidence l'impact environnemental positif lié au transfert de technologie lié à l'augmentation de l'IDE résultant de TiSA, en particulier dans les pays qui appliquent actuellement des technologies moins avancées dans la gestion de l'environnement.

Les biens et les services environnementaux peuvent également bénéficier d'une concurrence accrue dans d'autres services, par exemple par des prix plus bas, car ils utilisent ces autres services comme intrants (par exemple, les services financiers, les services marketing, les services d'ingénierie, etc.).

⁶ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen des régions "Trade for All: Towards a more responsible trade and investment policy", COM(2015) 497 final, 14 October 2015, <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:52015DC0497>.

COMMENT OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'UE

Publications sans frais:

- une copie:
par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- plusieurs copies, affiches ou cartes:
des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_en.htm);
des délégations dans les pays tiers (http://eeas.europa.eu/delegations/index_en.htm);
en contactant le service Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_en.htm)
ou en appelant 00 800 6 7 8 9 10 11 (numero sans frais) (*).

(*) Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certains fournisseurs, téléphones publics ou hôtels qui peuvent charger).

Publications payent:

- par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Souscription payent:

- par des agents commerciaux de l'Office des publications l'Union européenne (http://publications.europa.eu/others/agents/index_en.htm).

